

Paris, le 27 mars 2012
Communiqué du bureau national

Chômage : M. Sarkozy est redevable devant les Français de son fiasco

Les formules alambiquées ne changent rien à la réalité : le chômage continue de croître à un rythme inquiétant, +6,2% en un an ; et l'augmentation de la précarité s'accélère.

Ce fiasco signe l'échec total des politiques menées depuis 10 ans, et plus encore depuis le début du quinquennat Sarkozy. Depuis cinq ans, aucune politique industrielle digne de ce nom n'a vu le jour : l'absence de vision stratégique et le saupoudrage restent la règle. Depuis cinq ans, le budget consacré à l'emploi a massivement diminué (-13% en 2010, -10% en 2011, -12% en 2012). Depuis cinq ans, des mesures absurdes comme la défiscalisation des heures supplémentaires ont contribué à augmenter le chômage. Depuis cinq ans, surtout, la droite a fait le choix de l'austérité et de l'injustice : elle a creusé les déficits tout en cassant la croissance.

Quand on est sortant et que l'on se représente au suffrage des Français, on doit rendre des comptes. M. Sarkozy voulait être jugé sur ses résultats : qu'il le soit. Son bilan, ce sont cinq années de promesses non tenues, de rendez-vous ratés, d'erreurs d'appréciations, d'argent public gaspillé, de décisions injustes. Rarement un passif aura été aussi lourd.

Et pourtant, M. Sarkozy n'a rien appris de ses échecs, rien retenu de ses erreurs, rien changé de ses mensonges. Pour demain, il propose de continuer et même d'aggraver les choix qui ont conduit à ce fiasco. Avec une augmentation massive des impôts et des taxes pour les classes moyennes et les ménages modestes – 40 milliards. Avec la hausse de la TVA qui va pénaliser le pouvoir d'achat, donc la consommation et la croissance. Avec la précarisation des salariés là où il faudrait au contraire miser sur l'humain. Avec la poursuite de l'austérité en France et en Europe qui ne fera qu'aggraver le déclin économique de notre continent tout en prolongeant la hausse du chômage.

Pour s'attaquer vraiment au chômage et recréer des emplois en France, il faut une autre politique : celle que propose François Hollande. Il faut une nouvelle orientation européenne, qui articule sérieux budgétaire et mesures favorables à la croissance. Il faut un nouveau pacte productif, fondé sur une véritable stratégie industrielle et sur des outils de financement – la Banque publique d'investissement – qui permettra de relancer l'investissement productif dans notre pays. Il faut des mesures immédiates pour agir efficacement notamment contre le chômage des jeunes : c'est le contrat de génération et la création de 150 000 emplois d'avenir.

Pour l'emploi, les 22 avril et 6 mai, le choix est clair : c'est le choix entre l'aggravation par l'amplification de la politique injuste et inefficace menée depuis 2007 ou entre l'amélioration grâce au changement par le redressement productif et la justice.